



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Vingt-et-unième billet, mars 2012)**

Chères et Chers habitants de la commune,

L'année 2012 débute sous des auspices peu réjouissantes, tant au plan politique qu'économique. Si l'on croit les prévisions sibyllines des quelques initiés, liseurs d'aruspices, tireurs de Tarots ou autres charlatans, notre horizon s'assombrit de plus en plus. Crise économique sur fond de tensions politiques, tant est instable la situation de nombreux Etats en travers le monde. Même si notre pays est passé au travers de la tempête sans trop y perdre de plumes, il y a des indices qui, de ci de là, laissent à penser que lui non plus ne se sortira pas indemne de cette période de vaches maigres. De surcroît, les récents démêlés de nos banques avec les autorités fiscales étrangères ne vont certainement pas améliorer notre situation, loin s'en faut.

Dans cette tourmente, la crise de l'énergie vient s'ajouter au cafouillage généralisé : la centrale atomique de Mühleberg devra fermer au plus tard en 2013. Décision du Tribunal administratif fédéral qui s'abat comme un couperet sur nos têtes. Sage décision, pourtant, tant l'état de vétusté et la dangerosité de la centrale pendaient sur nous, telle l'épée de Damoclès, sans oublier le lancinant problème de stockage des déchets. L'avis du peuple, beaucoup plus sensible à l'écologie que les décideurs économico-politiques, va enfin être entendu et l'on se dirige vers des énergies renouvelables impliquant une utilisation plus raisonnable de l'énergie. C'est un tournant qui va sans doute ébranler bien des certitudes et secouer les mentalités. Mais le train est en marche et il convient de ne pas le rater.

Autre mini-révolution, sortie des urnes le week-end du 11 mars : l'utilisation mesurée du sol. En acceptant de limiter la surface à disposition des résidences secondaires, le peuple et les cantons ont clairement indiqué qu'ils prenaient conscience de la valeur du sol ainsi que de sa rareté et que celui-ci devra servir principalement en faveur des habitants des lieux, loin des usages de détente, au bénéfice de quelques heureux élus. C'est un juste retour des choses qui tend à lutter contre la spéculation immobilière éhontée dans plusieurs cantons et communes et qui nous rappelle encore une fois que la population ne laisse plus faire n'importe quoi à n'importe quel prix.

Ces deux exemples, dans une situation d'économie difficile, illustrent bien le paradoxe de notre pays et l'écart qui existe souvent entre les gouvernants et la population. D'un côté, nous sommes très dépendants de l'énergie atomique car très gourmands en

électricité. De l'autre, on dispose d'une superficie très restreinte de notre territoire, aggravée encore par une situation géographique accidentée et, jusqu'ici, on a toléré, sans s'émouvoir, une utilisation « à vide » d'une grande surface du territoire national. Mais tout d'un coup, vient la goutte qui fait déborder le vase : l'accident nucléaire de trop ou la grande tension du marché immobilier. Et là, le peuple se rebiffe, sourd à tout argument rationnel : pénurie d'énergie, hausse des coûts, freins au tourisme, hausse du chômage, etc., rien n'y fait. L'avantage de notre démocratie réside dans le pouvoir inconditionnel aux mains du peuple qui sait, s'il le faut, rappeler ses élus à l'ordre. Le peuple lance aussi des signaux qui doivent être écoutés, faute de quoi retentit le désaveu, sous forme de sanction, comme ce fût le cas pour cette initiative.

Il est donc grand temps d'empoigner les vrais problèmes du moment et de se rapprocher des besoins et attentes de la population. Il faut réorienter la politique à tous les niveaux : cesser de protéger à outrance les banques en s'accrochant à un secret bancaire qui, se lézardant de toutes parts, finit par porter atteinte à la place financière tout entière de la Suisse ; arrêter de voir en l'énergie nucléaire l'approvisionnement majeur du pays ; reprendre le contrôle du sol et veiller à ce qu'il y ait une offre de logements suffisante pour tous. Mais aussi, mener une politique plus orientée vers l'individu que vers le profit et tenir compte des besoins réels de la population.

C'est aux collectivités publiques de se montrer créatrices, et ce à tous les niveaux, en commençant par la commune. Et toujours favoriser la proximité et l'écoute des citoyens.

Je vous souhaite à tous un beau printemps.

Erika Schnyder, syndique